



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°2 – 7 avril 2021

SOMMAIRE

Royaume-Uni

- Suite du report de certaines échéances en matière de formalités à l'importation
- Lancement de consultations pour l'introduction d'une consigne pour les bouteilles et la mise en place d'un système de responsabilisation des producteurs d'emballage
- Répartition des quotas de pêche supplémentaires entre nations
- La ministre au Commerce international a annoncé la ratification et la mise en œuvre de l'accord de continuité commercial entre le Royaume-Uni et le Canada
- Suite au Brexit, le gouvernement doit établir des procédures concernant les compétences en matière de composition nutritionnelle et d'étiquetage des aliments
- La *National Farmers' Union* (principal syndicat agricole) révèle les résultats de l'enquête annuelle sur la confiance des entreprises agricoles
- 40 fermes laitières participent à un projet pionnier sur le carbone du sol
- Baisse massive du commerce de produits agroalimentaires en janvier

Irlande

- *Entreprise Ireland* alerte sur le risque d'augmentation des coûts du pain après le Brexit, l'Irlande se fournissant en farine au Royaume-Uni
- En janvier, les importations en provenance du Royaume-Uni chutent de 65% et les exportations de 14%
- Baisse des exportations de viande bovine et ovine vers le Royaume-Uni
- Hausse de 18 % des bovins exportés vers l'Irlande du Nord en 2021
- Irish Ferries lance une nouvelle ligne Douvres-Calais et un nouveau ferry pour la ligne Rosslare-Pembroke (Irlande/Grande-Bretagne)

Pays-Bas

- In Ovo lance une méthode d'ovosexage des œufs au 9e jour
- Les achats de produits bio en légère augmentation
- Conséquence de la crise sanitaire, le volume de pomme de terre transformé par l'industrie néerlandaise a chuté de 13% sur un an
- Risque d'engorgement du port de Rotterdam après le déblocage du canal de Suez

ROYAUME-UNI

Suite du report de certaines échéances en matière de formalités à l'importation

En addition des reports annoncés mi mars sur la mise en place de certaines formalités aux frontières (cf. veille précédente), le gouvernement vient d'annoncer également que la présentation d'un certificat accompagnant l'importation de vin ne sera pas nécessaire avant le 1er janvier 2022 pour les exportations européennes vers le Royaume-Uni. De même, la nécessité de fournir un certificat bio pour les exportations européennes est repoussée au 1er janvier 2022.

Lancement de consultations pour l'introduction d'une consigne pour les bouteilles et la mise en place d'un système de responsabilisation des producteurs d'emballage

Le 24 mars, le DEFRA a lancé une [consultation](#) relative à une proposition visant à introduire un système de consigne pour les emballages de boissons en Angleterre, au Pays de Galles et en Irlande du Nord. La seconde [consultation](#) concerne un projet de système de responsabilité élargie des producteurs pour les emballages. Les producteurs d'emballages paieraient le coût total de la gestion des emballages une fois qu'ils sont devenus des déchets. Le projet vise à encourager les producteurs à utiliser moins d'emballages et à utiliser davantage de matériaux recyclables, réduisant ainsi la quantité d'emballages difficiles à recycler mis sur le marché.

Répartition des quotas de pêche supplémentaires entre nations

Le 24 mars, le gouvernement britannique vient de publier la manière dont les quotas de pêche supplémentaires, obtenus lors des négociations de décembre dernier, seront répartis entre l'Écosse, le Pays de Galles, l'Irlande du Nord et l'Angleterre en 2021. Cette répartition des quotas fait suite à une consultation publique organisée en octobre. La répartition se fera entre les administrations de la pêche sur la base des antécédents de l'activité de pêche dans chaque nation et du principe de rattachement zonal.

Les détails se trouvent [ici](#). La pêche étant une matière dévolue, chaque administration doit désormais décider de la manière d'allouer sa part de ce quota supplémentaire au sein de son secteur.

La ministre au Commerce international a annoncé la ratification et la mise en œuvre de l'accord de continuité commercial entre le Royaume-Uni et le Canada

Signé le 9 décembre dernier, l'accord de continuité entre Ottawa et Londres, qui reprend largement les dispositions de l'accord UE-Canada, n'avait pu être ratifié avant l'expiration de la période de transition fin 2020. Les parties étaient alors convenues d'un mécanisme d'application temporaire et partielle jusqu'à la ratification du texte. La ministre britannique au Commerce international et son homologue canadienne ont annoncé le 19 mars dernier la ratification de l'accord de continuité, dont l'application devrait être effective en avril prochain. Elizabeth Truss a également indiqué l'ambition partagée du Royaume-Uni et du Canada d'entamer une renégociation de l'accord cette année pour le rendre plus ambitieux.

Suite au Brexit, le gouvernement doit établir des procédures concernant les compétences en matière de composition nutritionnelle et d'étiquetage des aliments

Dans le cadre du rapatriement des compétences de l'Union européenne au niveau national, le gouvernement vient de publier un document qui clarifie le rôle et la répartition des compétences des différentes nations et administrations impliquées sur les questions de composition nutritionnelle et d'étiquetage. En plus des ministres compétentes, 4 entités sont également impliquées : Food Standards Scotland (FSS), Food Standards Agency (FSA), le DEFRA ainsi qu'un Joint Ministerial Committee (JMC).

La *National Farmers' Union* (principal syndicat agricole) révèle les résultats de l'enquête annuelle sur la confiance des entreprises agricoles

La dernière enquête de confiance du NFU révèle que la confiance à court et moyen terme des agriculteurs britanniques est restée négative pour la troisième année consécutive. L'une des principales préoccupations des répondants à l'enquête est la suppression progressive des aides directes, 78 % d'entre eux déclarant qu'ils pensent que cela aura un impact négatif sur leur activité. Viennent ensuite la hausse des prix des intrants et les changements de réglementation et de législation dus au Brexit. L'enquête montre

également que 44 % des agriculteurs et des cultivateurs ont été touchés par la pandémie, ce chiffre passant à 73 % pour les entreprises horticoles.

40 fermes laitières participent à un projet pionnier sur le carbone du sol

Le projet, piloté par la coopérative laitière First Milk, doit permettre de réaliser une analyse intensive du carbone du sol. Le stock de carbone dans le sol sera quantifié champ par champ, dans 40 exploitations, avec l'intention d'étendre cette analyse à 100 exploitations d'ici la fin 2021. Cette approche permettra de quantifier la séquestration du carbone dans le sol au fil du temps, afin de soutenir l'objectif de la coopérative laitière de parvenir à bilan neutre en carbone. D'après First Milk, ce projet utilisera une technologie exclusive développée par Agricarbon qui s'appuie sur une sonde hydraulique permettant de prélever des carottes de 4 cm à une profondeur maximale d'un mètre. La semaine dernière, First Milk s'est engagé à atteindre un objectif de zéro émission nette d'ici 2040 et à séquestrer 100 000 tonnes de carbone dans les sols par an d'ici 2025.

Baisse massive du commerce de produits agroalimentaires en janvier

En complément des statistiques douanières récemment publiées, la *Food and drink federation* a publié une analyse plus spécifique au secteur agroalimentaire mettant en avant une baisse de 75% des exportations britanniques agroalimentaires et de boissons vers l'UE.

UK food and drink imports			
	Jan-20	Jan-21	Change
All food and drink	£3.8bn	£3.1bn	-18.1%
EU	£2.6bn	£1.9bn	-24.8%
Non-EU	£1.2bn	£1.2bn	-4.1%

UK food and drink exports			
	Jan-20	Jan-21	Change
All food and drink	£1.7bn	£824.9m	-51.1%
EU	£1.0bn	£256.4m	-75.5%
Non-EU	£639.9m	£568.5m	-11.1%



Irlande

Enterprise Ireland alerte sur le risque d'augmentation des coûts du pain après le Brexit, l'Irlande se fournissant en farine au Royaume-Uni

D'après Bord Bia, l'Irlande importe près de 90% de sa farine du Royaume-Uni, dont 45% de cette farine contient du blé canadien. Enterprise Ireland alerte sur les seuils des « règles d'origine » dans l'accord commercial UE-Royaume-Uni, qui permettent un maximum de 15% de céréales en provenance de l'extérieur de l'UE ou du Royaume-Uni. Les quantités supérieures au seuil encourent un droit de douane de 172 euros la tonne. Cela entraînerait une augmentation des coûts de production de 50% et augmenteraient inévitablement les prix du pain de 9%, rendant les produits irlandais plus chers que ceux produits au Royaume-Uni ou dans l'UE.

En janvier, les importations en provenance du Royaume-Uni chutent de 65% et les exportations de 14%

Les dernières statistiques commerciales de l'Office central des statistiques (CSO) révèlent un impact immédiat du Brexit en janvier 2021, avec une chute de 65 % de la valeur des importations, et une baisse des exportations de 14%. Plusieurs facteurs ont contribué à cette réduction notamment les problèmes liés aux nouvelles exigences douanières mais aussi le stockage de marchandises au dernier trimestre de 2020 en vue du Brexit, la substitution par des

marchandises provenant d'autres pays et la réduction des volumes d'échanges.

Baisse des exportations de viande bovine et ovine vers le Royaume-Uni

En particulier, les exportations de bœuf vers le Royaume-Uni ont chuté de 38% en janvier 2021 par rapport à janvier 2020 (pour mémoire près de la moitié de la production de bœuf irlandais est expédiée au Royaume-Uni). Les exportations de viande ovine ont quant à elle chuté de 56%.

Hausse de 18 % des bovins exportés vers l'Irlande du Nord en 2021

D'après *Bord Bia*, les exportations de bovins vers l'Irlande du Nord ont, pour leur part, augmenté avec 42 801 têtes de bétail exportées depuis l'Irlande entre le 1er janvier et le 6 mars 2021, soit une hausse de 18 % par rapport à la même période en 2020. Les plateformes de commerce en ligne ont contribué à cette hausse des exportations. Un total de 14 079 têtes de bétail a été exporté en Irlande du Nord en 2021. Le deuxième importateur de bovins cette année a été le marché néerlandais. Les Pays-Bas ont importé un total de 8 333 bovins jusqu'à présent en 2021, soit une baisse de 29 % par rapport à 2020. Les exportations vers l'Espagne ont augmenté de 6 461 têtes, portant le nombre total d'exportations sur le marché espagnol à 14 130 têtes.

Irish Ferries lance une nouvelle ligne Douvres-Calais et un nouveau ferry pour la ligne Rosslare-Pembroke (Irlande/Grande-Bretagne)

Les transporteurs disposeront ainsi d'un seul opérateur offrant un service complet sur les routes Dublin-Holyhead, Rosslare-Pembroke et Douvres-Calais. Selon l'opérateur, cela doit permettre aux exportateurs et aux importateurs d'accéder plus facilement, à moindre coût et plus rapidement aux marchés européens. Irish Ferries affrètera notamment un nouveau navire roulier, le « Blue Star 1 », sur la route Rosslare-Pembroke au début du mois d'avril. Il aura la capacité de transporter jusqu'à 1 500 passagers, 100 véhicules de fret et jusqu'à 700 wagons. La ligne Douvres-Calais sera ouverte en juin prochain.

PAYS-BAS

In Ovo lance une méthode d'ovosexage des œufs au 9e jour

La presse agricole néerlandaise rapporte que la Start-up In Ovo a mis au point une méthode de détermination du sexe dans l'œuf qui serait particulièrement rapide et fiable et pourrait être facilement intégrée dans le flux de travail des grands couvoirs. La première machine de sexage d'In Ovo crible les œufs à grande vitesse, dans un couvoir. Un premier lot de 150 000 poules ont été sexées depuis décembre 2020. La technologie atteint désormais le stade de la commercialisation. VisVires New Protein Capital, Evonik Venture Capital ont fourni plusieurs millions d'euros de financement supplémentaire pour permettre d'améliorer la machine, avec pour objectif d'être en capacité de traiter cinq millions d'œufs par an. La méthode permet une identification du sexe des œufs dès le neuvième jour après le début de l'incubation et In Ovo travaillerait à une identification encore plus précoce.

Les achats de produits bio en légère augmentation

Les consommateurs néerlandais ont commencé à acheter du bio plus souvent : la fréquence d'achat des aliments bio a augmenté de 7 % l'année dernière, selon une nouvelle étude du cabinet d'études de marché GfK. En 2020, 95,6 % des ménages ont parfois acheté du bio (contre

95,1 % en 2019). 74 % des produits biologiques ont été achetés en supermarchés. Les 26 % restants ont été achetés dans des magasins spécialisés ou directement auprès de l'agriculteur. Cette part est de 5 % supérieure à celle de 2019. Parmi les participants à une autre étude sur le comportement d'achat de l'agence Ruigrok, 40 % déclarent aujourd'hui acheter plus d'aliments biologiques qu'il y a un an. Les principales raisons d'acheter bio sont l'impact sur la nature et les animaux. Parmi les consommateurs interrogés, 61% pensent que les produits biologiques sont fabriqués avec plus de soin, et 61% de ce groupe pensent également que la qualité est meilleure.

Conséquence de la crise sanitaire, le volume de pomme de terre transformé par l'industrie néerlandaise a chuté de 13% sur un an

Selon les estimations de l'Association pour l'industrie de la transformation de la pomme de terre, le volume de transformation de l'industrie néerlandaise de transformation de la pomme de terre a diminué de plus de 13% entre mars 2020 et février 2021, par rapport aux 12 mois précédents. Au total, près de 3,36 millions de tonnes de pommes de terre ont été transformées. Dans la période de mars 2019 à février 2020, 0,5 M de tonnes de plus l'avait été. Le niveau de transformation actuel des fabricants néerlandais est donc le plus bas depuis 10 ans.

Risque d'engorgement du port de Rotterdam après le déblocage du canal de Suez:

La presse néerlandaise souligne que c'est une société néerlandaise, Boskalis, et sa filiale Smit Salvage qui ont réussi à débloquent le porte-conteneurs Ever Given au Canal de Suez. En conséquence de ce déblocage, soixante navires devraient bientôt mettre le cap sur Rotterdam, ce qui pourrait provoquer un engorgement du port.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international